

Recherches sociographiques



Daniel JACQUES, *Nationalité et modernité*

Martin David-Blais

Volume 41, numéro 2, 2000

Minorités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057372ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057372ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

David-Blais, M. (2000). Compte rendu de [Daniel JACQUES, *Nationalité et modernité*]. *Recherches sociographiques*, 41(2), 367–370.
<https://doi.org/10.7202/057372ar>

COMPTES RENDUS

Daniel JACQUES, *Nationalité et modernité*, Montréal, Boréal, 1998, 268 p.

À chaque saison, l'industrie québécoise des études sur la question nationale nous offre une moisson de textes à propos desquels on se demande bien souvent ce qu'elle apporte de plus à l'énorme production mondiale sur le sujet, d'autant que celle-ci est passablement répétitive. L'essentiel de la réflexion au Québec porte, on le sait, ou bien sur la nation en tant qu'imaginaire (sa spécificité ? sa concrétude ? etc.) ou bien sur la légitimité du projet souverainiste québécois (jugée tantôt à l'aune de diverses versions de la pensée libérale, tantôt dans le cadre d'une problématique de reconnaissance de la diversité des cultures). Le livre de Daniel Jacques n'est aucunement québécois et ne participe que de loin à toutes ces discussions sur la problématique nationale au Québec qui se prolongent jusque dans les quotidiens. En ce sens, on tient là un livre quelque peu singulier. Il ne s'agit pas non plus d'un livre qui gravite autour de l'habituel panthéon des auteurs qu'il faut citer - GELLNER, ANDERSON, SMITH, GREENFELD et quelques autres - ce qui, à vrai dire, n'est pas désagréable. Il ne faut cependant aucunement s'attendre à un livre atypique. L'ouvrage appartient à cette vaste tradition, forte aussi bien en Europe qu'aux États-Unis, que l'on nomme en anglais les *Social Theories*, laquelle tradition a ceci de particulier qu'elle se situe quelque part à mi-chemin entre la philosophie académique lourde - et de plus en plus technique - et l'argumentation idéologique pleinement assumée, en maintenant un biais éthique très accusé.

Je ne crois pas trop me tromper en disant que l'ambition fondamentale de l'auteur consiste à tenter d'apporter une certaine compréhension d'un phénomène multiforme, la prégnance du national dans la vie moderne, qui ne laisse de surprendre les intellectuels occidentaux depuis des décennies (de l'historien CARR jusqu'à l'essayiste IGNATIEFF). Il s'agit bien de compréhension au sens fort, c'est-à-dire essayer de reconstituer ce qui « fait sens » du point de vue de ceux qui accordent de l'importance à l'idée de nation ainsi qu'à ceux qui souscrivent à diverses thèses nationalistes - étant par ailleurs postulé dès le départ qu'aucune pensée systématisée, nationaliste ou autre, ne saurait épuiser le sens d'un quelconque phénomène historique. Pour ce faire, Jacques adopte ce qu'il est convenu de nommer une posture de bienveillance analytique (qui ne doit toutefois pas être prise pour de la complaisance) ; on est ici loin des ires d'un Marc ANGENOT, par exemple, lequel a pour habitude de ranger toute forme d'idéologie à caractère « groupal » (et *a fortiori* le nationalisme) dans la catégorie des mouvements sociaux parfaitement

irrationnels et délirants... On ne trouve chez Jacques, ni velléité à s'arroger la possession de la Raison rationaliste, ni surcroît de sympathie nationaliste.

Cela étant, l'auteur est davantage un praticien des *Social Theories* qu'un sociologue se réclamant en méthode soit de DILTHEY et de WEBER, soit de la phénoménologie contemporaine d'un GLASER ou d'un GIORGI. Plus on avance dans la lecture, plus on constate que la préoccupation première de Jacques est davantage éthique qu'analytique : c'est sur le terrain classique de la « bonne vie en société » que l'on reconstitue le sens en modernité de la nation et du nationalisme. L'idée principale de Jacques, il me semble, consiste en ceci : la nation (et le nationalisme dans la mesure où, parfois, le destin de la nation est vécu en contexte conflictuel) a pu constituer une option forte et crédible (parmi d'autres) pour des penseurs qui, par exemple, se sont demandé comment instaurer et maintenir un état de droit qui serait en même temps en mesure d'assurer un minimum de lien collectif.

Le livre de Jacques est donc un livre de philosophe préoccupé, comme tant d'autres, par les tensions éthiques apportées par la modernité. J'emploie cette expression « livre de philosophe » pour indiquer d'abord que, même s'il accepte que la modernité est un construit représentationnel, Jacques tient pour acquise la pertinence presque indiscutable du concept et postule sans hésitation que la période dite moderne en Occident a créé des conditions de vie absolument uniques dans l'histoire. D'où l'immense importance, à ses yeux, de réfléchir au contenu dudit concept de modernité (à l'instar de MONTESQUIEU, de TOCQUEVILLE jadis et de nombreux auteurs à leur suite). Il importe ensuite de noter que Jacques tend largement à faire comme si l'essence du réel pouvait être atteinte par la fréquentation des grands auteurs de la philosophie politique. En ce sens, il travaille de manière fondamentalement livresque (derechef : ainsi que l'ont fait des générations de penseurs). Dès lors ne s'étonnera guère du fait que l'auteur ne fasse pratiquement aucune incursion sérieuse ni sur le terrain des sciences sociales, ni sur celui de la psychologie sociale (ni même du côté de la philosophie analytique), et qu'il situe sa réflexion dans le cadre d'une longue promenade parmi les œuvres de grands philosophes politiques (et de certains qui seraient un peu moins fréquentables tel Karl SCHMITT). Enfin, le questionnement de Jacques sur la modernité repose sur des interrogations dont on a envie de dire qu'elles sont tout ce qu'il y a de plus classiques pour qui a tant soit peu lu en philosophie politique. Notamment : l'antinomie « subjectivité individuelle / intégration sociale ».

En un mot, Jacques réfléchit avec deux grands concepts, la modernité et la nation (le second gravitant autour du premier) en utilisant la tradition de philosophie politique comme source de problématisation.

Ce dernier point est décisif. L'imagination herméneutique qui est ici à l'œuvre et qui, on l'a dit, cherche à reconstituer ce qui peut, en modernité occidentale, donner sens à la collectivité nationale se nourrira infiniment plus d'une connaissance de l'histoire de la philosophie politique que d'un contact avec les problématiques nationales – anciennes ou contemporaines – vécues, que sais-je, en Chine, en Russie, ou même en Europe de l'Ouest (un élément d'exception : l'auteur se montre très préoccupé par les horreurs du totalitarisme nazi). Pour notre philosophe, le « sens » de la nation en modernité serait en quelque sorte la conséquence d'efforts

laborieux, et toujours partiels, pour « résoudre » les contradictions éthiques fondamentales de cette modernité et pour assurer une « bonne vie », soit aux individus, soit aux collectivités, voire aux deux.

Cela dit, la stratégie argumentative qui régit le livre de Jacques consiste finalement en la construction d'un type idéal de la modernité. Un type idéal qui se trouve conçu comme une entité dialectique (si je puis employer ce terme un peu suranné), c'est-à-dire en résumé une formation historique fondée sur des valeurs et des visions du monde à la limite de l'inconciliable. Ce type idéal, volontairement composite, s'élaborera progressivement au moyen de la reconstitution de quelques problématiques célèbres en philosophie politique ; et il cherchera bien entendu à faire valoir que l'on a pu, à plusieurs reprises depuis quelques siècles, penser la collectivité nationale comme un moyen pour « résoudre » certaines des antinomies du monde moderne. De rapides exemples sont ici nécessaires pour donner un aperçu de ce vers quoi tend la démarche qu'on nous soumet.

Le premier exemple concerne la raison morale. L'auteur fait valoir que dès lors que l'on conçoit la vie moderne comme l'avènement d'un espace social physiquement éclaté où foisonne une multitude des référents culturels et normatifs, on a de fortes raisons de redouter une dérive du côté de l'indétermination morale et d'un relativisme exacerbé. Jacques cherche ensuite à montrer que l'imaginaire national (bien qu'il procède d'une certaine réification des usages et des représentations du monde à l'intérieur d'une entité collective plus ou moins fictive) a attiré l'attention de certains penseurs parce qu'on pouvait raisonnablement lui attribuer la création d'un espace public stable. Ainsi aura-t-on pu soutenir que l'existence d'une communauté nationale, parce qu'elle constitue un moyen d'identification et un vaste lieu d'interactions, accorde à la raison morale une certaine prise sur le quotidien puisqu'elle permet la production/diffusion de référents normatifs partagés.

Le second exemple est d'une autre nature : il concerne le besoin de reconnaissance. Cette fois, Jacques s'intéresse à la condition de l'« homme moderne » pour à nouveau tenter de reconstituer certaines manières typiques en philosophie d'associer le national à la question de la « bonne vie ». La problématique qui est reconstituée peut être résumée comme suit. Tout individu aurait besoin de reconnaissance par *alter* pour acquérir une réelle autonomie psychique et morale ; toutefois, le phénomène d'atomisation typique de la modernité aurait pour conséquence de rendre *alter* de plus en plus cognitivement insaisissable. Jacques avance dans ce contexte que la nation pourrait atténuer ce phénomène de dispersion et d'éloignement d'*alter* en donnant lieu à la production de cultures nationales ; l'existence de ces cultures nationales provoquerait une certaine homogénéisation des individus. Et l'intérêt de ces cultures nationales, en tant qu'imaginaires collectifs, serait qu'ego peut se définir personnellement beaucoup plus simplement face à une communauté d'*alters* qu'il voit comme étant minimalement semblables (entre eux et par rapport à lui) que s'il est aux prises avec une masse informe d'individus incommensurablement différents.

Pour conclure : voilà un livre intéressant si l'on accepte certaines règles du jeu : 1) il s'agit d'une réflexion qui s'inscrit totalement dans une tradition intellectuelle (construit à partir d'une sorte de visite chez les classiques) ; 2) le choix

des « grands » auteurs avec lesquels est construit le type idéal de la modernité est l'absolue prérogative de Jacques et n'a de ce fait pas à se fixer absolument sur des penseurs contemporains (RAWLS, KYMLICKA, par exemple, n'appartiennent pas au panthéon de l'auteur, ce qui, en ce qui me concerne n'a rien de vraiment choquant). Et puis, il faut se résigner à ce que certains chapitres, surtout au début, aient un aspect on ne peut plus scolaire en ce sens qu'ils présentent des morceaux bien connus d'histoire de la philosophie politique. Tout compte fait, ce qui à mes yeux fait l'intérêt de l'ouvrage, c'est précisément sa typicité : on a la sensation en le lisant que voilà une bonne illustration de la manière dont les philosophes, formés presque exclusivement à l'histoire de la philosophie, peuvent conceptualiser la problématique nationale : sans vraiment sortir de leur tradition et sans trop se préoccuper des évolutions de conjonctures. Vous aurez un sentiment analogue si vous allez du côté de la « pensée économique » et que vous parcourez un livre de David FRIEDMAN ou de Jean-Luc MIGUÉ...

Martin DAVID-BLAIS

*Département de communications sociales,
Université Saint-Paul.*

Jean-Luc MIGUÉ, *Étatisme et déclin du Québec. Bilan de la révolution tranquille*, Montréal, Éditions Varia, 1998, 247 p.

Je m'attendais à ce que ce livre contienne une évaluation systématique de la série de mesures qui, typiquement, sont regroupées sous l'étiquette « Révolution tranquille ». Un tel livre aurait évalué : la nationalisation du système de production et de distribution d'électricité, dont le résultat fut Hydro-Québec dans sa forme moderne ; les réalisations (s'il y en a) de la Société générale de financement ; les réformes du système de l'éducation, ainsi de suite. Mais ce n'est pas le cas, malheureusement. Au lieu de cela, le livre offre une dénonciation plutôt générale des interventions économiques de l'État ainsi que d'institutions politiques qui font augmenter la probabilité de ces interventions.

L'ouvrage commence avec une discussion fort critique de la performance économique du Québec depuis la Révolution tranquille. De 1870 jusqu'aux années 1950, la croissance de l'économie du Québec a été légèrement inférieure à celle de l'Ontario. Durant la période de la « grande noirceur » de Maurice Duplessis, le taux de croissance a été légèrement supérieur à celui de l'Ontario. Cependant, depuis la Révolution tranquille le taux a ralenti, en particulier depuis le milieu des années 1970. Ce taux inférieur a été accompagné de taux de chômage et de pauvreté beaucoup plus importants que ceux du reste du Canada. À la fin des années 1990, un sondage a révélé que les gestionnaires de portefeuilles considéraient que le Québec offrait un climat défavorable aux investissements. D'où la conclusion de Migué : « Il